

Crise au Burundi : la communauté internationale joue les équilibristes

Le Nouvel Observateur, 21-05-2015 Burundi : la grande peur de la contagion Entre l'urgence d'atteindre l'incendie du coup d'Etat manqué et la volonté de respecter le processus démocratique, la communauté internationale joue les équilibristes. La crise au Burundi aurait pu rapidement tomber dans les oubliettes de l'actualité tant ce petit pays peu stratégique semble un poids léger dans la balance des enjeux internationaux... Et pourtant. Voilà quinze jours que les grandes chancelleries occidentales ont les yeux braqués sur les manifestations de Bujumbura, essayant à la fois d'atteindre les braises sans avoir l'air de trop bafouer la démocratie.

Pas facile : depuis le coup d'Etat manqué, ce pays de la région des Grands Lacs est une cocotte-minute au bord de l'explosion. La pression a commencé à monter sérieusement en avril, quand le président Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat, alors que la constitution en limite le nombre à deux. Elle a atteint son apogée avec ce coup d'Etat du 13 mai qui s'est soldé par un échec. Deux jours plus tard, les insurgés reconnaissent la déroute. Le président retrouvait son palais, bien décidé à faire rendre gorge aux putschistes. Depuis, la chasse aux responsables présumés, à leurs éventuels complices et à tous ceux qui peuvent être soupçonnés d'appartenir de près ou de loin à l'opposition a commencé. Dans ce pays aussi clivé que le Rwanda voisin, entre hutus largement majoritaires et tutsis, chacun se souvient de la terrible guerre civile qui a ravagé le pays entre 1993 et 2005, faisant des dizaines de milliers de morts. Résultat : au moins 100.000 personnes, des femmes et des enfants pour la plupart, ont fui dans des conditions épouvantables vers la Tanzanie voisine où le choléra a déjà commencé à faire des ravages. Des camps se mettent à galemer en place en RDC ou au Rwanda voisins, et leur nombre devrait encore augmenter si les violences se poursuivent, selon l'Unicef. A Bujumbura, tout le monde redoute une purge. Les médias d'opposition, toutes les radios privées notamment, ont dû fermer pour des raisons de sécurité : «À François, essaie d'alerter, nous sommes en danger, je ne voudrais pas que tu fasses mal à notre histoire, défends-moi de mon vivant, on est mal à », a critiqué le journaliste Antoine Kaburahe, la tête du groupe de presse Iwacu, son collègue et ami François Bugingo du "Journal de Montrécal". Un équilibre ethnique fragile Et pourtant : malgré la peur, les répressions policières violentes, la détermination des opposants ne faiblit pas. La ferveur demeure. Chaque jour, des centaines de manifestants défilent dans les rues en chantant, avec le soutien, semble-t-il, d'une partie de l'armée. Ils ne manifestent pas en faveur d'un candidat d'opposition ou d'un autre. Juste pour faire respecter la démocratie. Comme au Burkina Faso il y a six mois, jeunesse, de plus en plus politisée, est bien décidée à faire entendre sa voix. Déjà à l'époque, c'était une modification de la constitution qui avait donné lieu à ce mouvement de protestation. Une nouvelle donne avec laquelle tous les autocrates africains doivent désormais compter. Au Burundi, s'ajoute maintenant un autre risque : celui de rompre le fragile équilibre ethnique instauré par les accords d'Arusha, signés en 2004 sous l'influence de Nelson Mandela, qui garantissaient des quotas de tutsis dans l'administration. Rien ne serait pire qu'une dimension ethnique, toujours à fleur de peau, ne se superpose à ce conflit pour l'instant essentiellement politique, avec en corollaire un risque évident de propagation aux pays voisins. Pas étonnant, dès lors, que la communauté internationale joue tant bien que mal les équilibristes. Même si la Belgique, ancienne puissance coloniale, a appelé Pierre Nkurunziza à ne pas se représenter, les Etats-Unis persistent pour l'instant à le soutenir. Prudent, François Hollande a appelé jeudi toutes les forces en présence à la fin des violences et à la reprise rapide du processus électoral. Malgré les voix qui s'élèvent réclamant l'urgence d'une force d'interposition, il n'est pas question pour la France d'ouvrir un nouveau front. Pour 15 gendarmes du GIGN ont été dépêchés à Bujumbura pour renforcer la sécurité de l'ambassade de France. Tatu